• (1630)

Le vice-président: Après avoir entendu l'anecdote que vient de nous raconter le député, je me demande s'il ne s'est pas laissé emporter dans le feu de la discussion et s'il accepterait de retirer l'expression qu'il vient d'utiliser et qui risque d'envenimer l'atmosphère à la Chambre.

M. Bellemare: Je m'excuse, monsieur le Président, mais je n'avais pas mon écouteur.

[Français]

Le vice-président: Alors, je vais me répéter. J'ai bien apprécié l'histoire qu'il vient de raconter, mais je me demande si le député est prêt à retirer le mot «bigot» qu'il a employé?

M. Bellemare: Monsieur le Président, je n'ai pas accusé les députés du Parti réformiste d'être bigots.

[Traduction]

Cette idée m'a traversé l'esprit et peut-être que ma langue a exprimé mes sentiments. J'en ai bien l'impression, de par leur comportement. On juge toujours un homme selon les gestes qu'il pose. C'est l'impression que j'ai.

Puisqu'il est antiparlementaire, je retire le mot français «bigot» qu'ils trouvent extrêmement injurieux. Cela tient-il à l'origine française du mot, à sa définition ou au fait que cette définition les gêne, je n'en sais rien.

Le vice-président: Je voudrais remercier le député qui a retiré ses paroles.

M. Hugh Hanrahan (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, je commencerai par dire toute la colère que m'inspire l'utilisation par le député de l'expression «épuración linguistique» qui renvoie à «épuración ethnique».

On m'a déjà accusé comme réformiste d'appuyer une telle atrocité, ce qui est faux. Je tiens à dire officiellement que je suis Albertain et que ma fille, qui est aujourd'hui en 8^e année, a toujours été en classe d'immersion française. Notre famille est fière qu'elle ait cette possibilité en tant que Canadienne.

Je vous ferai remarquer, toutefois, que ces classes d'immersion française coûtent 450 \$ par écolier aux contribuables albertains. Je crois pour ma part que le coût additionnel de ces classes devrait être assumé par ceux qui en bénéficient, soit l'écolier ou ses parents.

Le député pourrait-il me dire ce qu'il en pense?

M. Bellemare: Monsieur le Président, le député réformiste s'oppose grandement à ce que je parle d'épuración ethnique. Je lui rappelle que c'est un député réformiste, soit le député de St-Albert, qui a soulevé la question lorsqu'il a dit que les problèmes dans le monde entier ont leur origine dans les ethnies et qu'il a fait allusion à ce qui se passe outremer à l'heure actuelle.

Les crédits

Si les problèmes ont leur origine dans les ethnies et si le Parti réformiste veut créer un Québec français et un *English Canada*, n'est-ce pas là sa version de l'épuración ethnique? S'il ne s'agit pas de cela, de quoi s'agit-il au juste?

Pour ce qui est de payer pour aller à l'école, le député veut-il dire que seuls ceux qui ont les moyens de payer ont le droit de s'instruire?

• (1635)

Ils viennent se plaindre ensuite de ce qu'on ferme une école ici et un hôpital là. Ce n'est certes pas la faute de Klein. Mais de qui est-ce la faute? Faut-il blâmer la minorité linguistique?

Si des écoles ferment en Alberta et en Colombie-Britannique, faut-il blâmer la province de Québec, ou la Saskatchewan? Qui faut-il blâmer si ce n'est l'Alberta et la Colombie-Britannique? Non, c'est toujours une affaire de folles dépenses.

Ce que les réformistes voudraient, c'est que notre pays ferme boutique. Quel que soit le sujet à débattre—l'aide aux nécessiteux, l'assistance aux groupes minoritaires, le respect des langues officielles, le respect de notre pays—tout ce qu'ils proposent, c'est que le Canada, c'est que le gouvernement ferme boutique et que chacun rentre chez soi. C'est tout ce qu'ils veulent.

Le vice-président: J'apprécierais grandement que nous évitions d'employer des termes comme ceux que viennent d'employer les deux derniers orateurs. Comme vous le savez, lorsqu'un mot est jugé antiparlementaire, c'est généralement parce qu'il a un effet perturbateur. Le mot utilisé par le député n'a pas semblé perturber les députés réformistes, mais je demanderais quand même aux députés, compte tenu particulièrement de ce qui se passe dans le reste du monde, d'essayer d'éviter les mots trop chargés d'émotion qui ne font rien pour créer le climat de bonne volonté que les Canadiens souhaitent voir régner à la Chambre.

M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est): Je voudrais seulement poser une question au député. Je suppose que ce n'est pas évident pour tout le monde, mais nous essayons tous de trouver une meilleure solution pour le Canada. Je me rends compte que c'est un fait qui n'est pas accepté, et je ne sais pas ce que je peux faire pour apaiser certaines des inquiétudes du député.

Je vais donner un exemple qui montre qu'on va simplement trop loin avec la politique du bilinguisme. Il y a, dans ma circonscription, un électricien qui a essayé d'obtenir auprès d'Employ Canada une liste des principaux entrepreneurs et des sites des principaux projets en Colombie-Britannique. Ce document existe et se trouve au bureau d'Employ Canada en Colombie-Britannique. C'est un catalogue, un peu comme le catalogue de Simpsons-Sears, dans lequel sont énumérés des centaines et des centaines de sites, d'emplois, et ainsi de suite.

Lorsque l'électricien en question a appris l'existence de ce document, il s'est rendu au bureau d'Employ Canada et a demandé un exemplaire de ce catalogue pour l'aider à chercher du travail. Il est sans emploi depuis plusieurs mois. On lui a répon-